

	CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES DE DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES	
--	--	--

Entre les soussignés,

La Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère, 17 Avenue du Bourg, 38080 L'Isle d'Abeau, représentée par son Président, Jean PAPADOPULO, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du 17 décembre 2019,

Ci-après dénommée « LA CAPI »

D'une part,

Et

La commune de Villefontaine - 38090,

Représenté par son Maire, dûment habilité,

Ci-après dénommé « La commune »

D'autre part.

Vu, les articles 37 et suivants du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, entrant en application le 25 mai 2018 (dit Règlement Général sur la Protection des données, soit « RGPD »).

Vu, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,

Vu, l'article 19 du décret n° 2018-687 du 1er août 2018 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;

Vu les articles L5216-7-1 et L5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux prestations de service réalisées par un établissement public de coopération intercommunale pour le compte d'une collectivité.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions techniques, organisationnelles et financières des interventions du délégué à la protection des données (DPO) de la CAPI dans la commune de Villefontaine.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur le 01 février 2021, pour une durée de 2 ans soit jusqu'au 31 janvier 2023.

ARTICLE 3 – CONTENU DE LA PRESTATION DE SERVICE

Le délégué à la protection des données qui effectuera la prestation, se verra confier les missions suivantes :

- Conseil stratégique au maire pour la gestion des enjeux de protection des données.
- Pilote pour le compte du maire de la commune, de la mise en conformité au règlement général de protections des données.
- Conseil au responsable de traitement de la mise en conformité.
- Réponse aux citoyens de leurs demandes de traitement de données par la collectivité.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

La CAPI s'engage :

- À mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose afin d'assurer la continuité, la sécurité et la qualité des services souscrits par la Commune,
- À respecter le secret le plus absolu sur les documents et données auxquels le DPO aura accès.

La Commune s'engage :

- À mettre à disposition de la CAPI tous les éléments nécessaires à la réalisation de la prestation confiée,
- À désigner un référent RGPD et un suppléant, interlocuteurs privilégiés du DPO, chargés du recensement des besoins et du diagnostic des données.

ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERES DE LA PRESTATION

La facturation de la prestation de service délivrée à la commune de Villefontaine se fera sur la base d'un prix d'intervention à la journée d'un montant de 265 euros, non compris les frais de déplacement d'un montant de 10,55 euros A/R.

La facturation se fera annuellement, au plus tard le 30 novembre pour l'année en cours.

Le décompte du temps passé par entité, sur les 12 premiers mois permettra, le cas échéant, d'affiner la répartition des coûts en fonction des évolutions du strate démographique, de la réglementation, des sollicitations et des équipements de la commune.

Estimation en nombre de jours en fonction de la strate démographique :

Strate démographique	Nb jours/an /commune (Audit Initial)	Montant annuel par commune	Nb jours/an /commune (Audit de Suivi)	Montant annuel par commune
1 ≤ 1000	3	795 €	2	530 €
1001 ≤ 2000	5	1325 €	4	1060 €
2001 ≤ 3000	7	1855 €	6	1590 €
3001 ≤ 5000	10	2650 €	8	2120 €
5001 ≤ 10000	14	3710 €	12	3180 €
≥10000	24	6360 €	21	5565 €

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le délégué à la protection des données définira, en accord avec le MAIRE de la commune, les modalités et l'organisation de son intervention en fonction de l'avancement de la mise en conformité RGPD suivant deux niveaux :

- Prestation de mise en conformité « Audit Initial » :
 - Désignation du DPO à la CNIL
 - Inventaire des traitements de données
 - Constitution d'un registre de traitement
 - Constitution d'un registre de sous-traitant
 - Constitution d'un registre de violations de données
 - Mise en place d'un plan d'actions et accompagnement et suivi
 - Accompagnement à la constitution d'analyses d'impact
 - Recommandations et vérification des écarts avec la réglementation
 - Rapport annuel
 - Conseil et assistance
 - Réponses aux sollicitations des usagers
- Prestation de mise en conformité « Audit de Suivi » :
 - Désignation du DPO à la CNIL
 - Accompagnement à la mise à jour du registre de traitement
 - Accompagnement à la mise à jour du registre de sous-traitant
 - Accompagnement à la mise à jour du registre de violations de données
 - Accompagnement à la constitution d'analyses d'impact
 - Recommandations et vérification des écarts avec la réglementation
 - Rapport annuel
 - Conseil et assistance
 - Réponses aux sollicitations des usagers

Un bilan établi à la fin de chaque année de fonctionnement, permettra de réajuster le planning d'intervention du DPO et les modalités de facturation afférentes.

Le DPO est soumis au secret professionnel en ce qui concerne l'exercice de ses missions. À ce titre, il lui est interdit de communiquer la moindre information contenant des données à caractère personnel à des tiers ou aux services de la collectivité non habilités.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS

Toutes modifications relatives à cette convention feront l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 – MODALITES DE SAISINE DU DPO

Par les communes : dpo@capi38.fr

Par les citoyens : dpo@capi38.fr

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention expire le 31/01/2023 sauf cas de force majeure.

ARTICLE 10 – MODALITES DE RESILIATION

Chacune des parties pourra dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception 1 mois avant son échéance.

Dans le cas d'une résiliation à l'initiative de la Commune, celle-ci prendra totalement en charge les frais engagés dans le cadre de la mission.

En fin de convention, la CAPI restituera à la Commune l'intégralité des éléments dont elle est propriétaire.

ARTICLE 11 – LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires, à Villefontaine

Pour la CAPI,

Le Président

Monsieur Jean PAPADOPULO

Le

Signature

Pour la commune de Villefontaine - 38090

Le Maire

Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS

Le

Signature